

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

LA GEOPOLITIQUE :  
MYTHES ET REALITES ou COMMENT CETTE  
DISCIPLINE DOIT-ELLE EVOLUER ?



**OU**



## **I.- INTRODUCTION.**

Livres, revues, colloques, instituts, émissions de télévision et même dictionnaire, la géopolitique est à la mode. Pourtant, définir cette discipline n'est pas chose facile. En effet, d'une part, les dictionnaires classiques en donnent une définition que l'on peut qualifier de laconique et, d'autre part, la variété des thèmes abordés dans la littérature sous le vocable de géopolitique laisse à penser qu'elle est un vaste fourre-tout dans lequel on trouve pêle-mêle de la géographie, de l'histoire, de la politique, de la stratégie,...

La géopolitique est, en effet, une discipline aux contours flous. Cependant, en se limitant à son domaine d'excellence, cette discipline, sans être une science, présente l'intérêt d'apporter une compréhension de la scène internationale dont la connaissance est rendue incontournable par la surmédiation actuelle. Cette compréhension est certes partielle car la géopolitique ne peut, ni ne doit, tout expliquer mais elle permet de dépasser le stade de l'émotionnel et du sensationnel mis en exergue par les journalistes. En l'associant à d'autres disciplines, telle la géoéconomie, on arrive à un ensemble qui permet de mieux apprécier les tenants et aboutissants des comportements des Etats et groupes sociaux de taille inférieure.

Pour prouver ces dires, la complexité du monde actuel sera examinée après avoir brossé un historique de la géopolitique et tenté de la définir. Ceci servira de point d'appui à l'étude de l'avenir de la géopolitique classique menée en deux temps : juger de l'utilité de cette dernière et démontrer qu'elle ne doit pas rechercher l'omniscience, quitte à réduire son actualité.

-

## **II.- QU'EST-CE QUE LA GEOPOLITIQUE ?**

Avant d'aborder l'étude de la géopolitique, il convient tout d'abord de la définir. L'importance du poids de l'histoire dans son évolution justifie le rappel historique à suivre.

#### A.- Historique ou le passage de la Geopolitik à la géopolitique.

Bien que le terme soit apparu en 1904 sous la plume du suédois Rudolf Kjellen (1864-1922), Friedrich Ratzel est généralement considéré comme le père spirituel de la géopolitique. Dans ses " Géographies politiques " (1901), ce dernier écrivait : " Tout Etat est en lutte avec son voisin pour l'espace et cherche à accroître son espace pour se procurer des ressources ". Il développa l'idée qu'une conscience d'Etat s'articule autour d'une notion de territoire, puis, s'inspirant des théories de Darwin sur la lutte pour la vie des espèces entre elles, il décrivit l'Etat comme un corps vivant qui doit toujours être en mouvement pour ne pas dépérir. Cette théorie se traduit dans son livre " L'Etat comme organisme vivant " (1916), par la conception que "L'avancée ou le recul des frontières fait partie de ses signes de vitalité". La notion de " Lebensraum " ou espace vital, ces termes devant être entendus comme l'espace nécessaire à une société pour vivre, était alors introduite, justifiant ainsi toutes les volontés expansionnistes.

En 1919, au lendemain de la défaite allemande et du traité de Versailles, une vive polémique eut lieu à Berlin entre les partisans d'une acceptation des termes de ce traité et ceux pour qui les clauses territoriales devaient être refusées, quitte à reprendre la guerre. La géographie politique de Ratzel, trop académique et statique pour prendre en compte les rapports de forces en Europe, fut alors critiquée. Ses " lois scientifiques ", incapables de fournir des arguments recevables aptes à démontrer l'injustice des frontières que les vainqueurs voulaient imposer à l'Allemagne, firent ainsi place à celles d'une nouvelle science plus dynamique : la " Geopolitik " du Général géographe Karl Haushofer.

Celui-ci lança " Les cahiers pour la géopolitique " (" Zeitschrift für Geopolitik "), publication simple destinée à l'ensemble des citoyens allemands. Tout en y reprenant certaines " lois " de la géographie politique de Ratzel, il tenta d'affiner les notions d'espace vital et d'espace tout court. Il écrivait en 1920 que : " La géopolitique sera et doit être la conscience géographique de l'Etat. Son objet est l'étude des

grandes connexions vitales de l'homme d'aujourd'hui dans l'espace d'aujourd'hui. Sa finalité est la coordination des phénomènes reliant l'Etat à l'espace ". Ainsi, il devenait possible de faire des prévisions en vue d'une gestion optimale des affaires mondiales. Prédissant l'avenir comme articulé autour de quatre zones d'influence (Allemagne, Russie, Japon et Etats-Unis), Haushofer préconisa de juguler les puissances maritimes anglo-saxonnes par une coalition des puissances terrestres.

La geopolitik de Haushofer, " science " mise au service de la puissance des Etats, fit l'objet de nombreux travaux parmi lesquels les plus significatifs furent ceux de Mac Kinder et de Mahan. Sir Alford Mac Kinder, anglais, partant des conditions de la puissance britannique, notamment de la formation de son empire, aboutit à la conclusion que les puissances continentales l'emporteront sur les puissances maritimes. Il développe le concept de " heartland ", espace central autour duquel se situent des îlots marchands appelés " rimland ". Son adage était le suivant : " Qui tient l'Europe orientale tient la terre centrale ; qui tient la terre centrale domine l'île mondiale ; qui domine l'île mondiale domine le monde ".

L'Amiral Alfred Mahan, américain soucieux de consolider la puissance américaine, prédit, à l'opposé de Mac Kinder, que la suprématie navale (" sea supremacy ") sera synonyme de domination mondiale.

Mais, le tournant de l'avenir de la Geopolitik fut sa récupération par le régime nazi d'Adolf Hitler. Reprenant à son profit les arguments patriotiques de la Geopolitik, Hitler y trouva une justification scientifique de sa volonté expansionniste dont l'aboutissement déclencha la seconde guerre mondiale. A l'issue de celle-ci, toute référence à la géopolitique fut bannie, tant du côté du bloc capitaliste que du côté du bloc communiste. Non seulement, elle était devenue synonyme d'argument de l'expansionnisme hitlérien mais elle recelait par essence une notion de rivalités territoriales entre les Etats. Or, dans le paysage de l'après-guerre, toute source de fragilisation interne de l'un ou l'autre des blocs était proscrite.

Il fallut attendre la guerre entre le Cambodge et le Vietnam, motivée par une revendication territoriale (contrôle d'une partie du delta du Mékong), pour que réapparaisse timidement le terme de géopolitique. En effet, la pensée qui avait jusqu'alors prévalu, à savoir que la solidité du ciment idéologique empêchait tout conflit territorial entre deux Etats d'un même bloc, devenait caduque.

Le retour des antagonismes plus territoriaux qu'idéologiques (Malouines, Iran-Irak, Afghanistan,...) est donc à l'origine du retour de la géopolitique sur le devant de la scène des sciences humaines. Encore fallait-il la débarrasser des tares qui en avaient fait un instrument de propagande. Outre l'utilitarisme géopolitique de Ratzel et l'engagement politique du Général Haushofer au service de l'impérialisme allemand, elle présentait deux défauts majeurs : la volonté d'en faire une science et une trop grande importance accordée à la géographie.

Les Ratzel, Haushofer, Mac Kinder et Mahan ont présenté la première géopolitique comme une pensée scientifique, normative, capable de prophétie et, à ce titre, se sont attribués la qualité de " conseiller du prince ". Partant, ils devenaient, plus ou moins consciemment, porteurs d'une idéologie politique et guides du pouvoir, quel que soit ce dernier.

Par suite, leurs lois devaient être universelles, c'est-à-dire valables en tous lieux et époques. Ainsi, pour Mac Kinder, l'avenir appartenait-t-il aux puissances terrestres alors que, selon Mahan, les puissances maritimes domineraient le monde. Hormis l'aspect contradictoire de ces analyses, la prédominance accordée à la géographie (décrire les mouvements de l'histoire comme l'expression de lois géographiques) s'avère quelque peu réductrice et insuffisante. Les fondateurs de la géopolitique se sont donc efforcés de lui donner une image de " respectabilité " et d'efficacité. A quoi sont-ils parvenus?

B.- Tentative de définition de la géopolitique.

Le réflexe normal consistant à consulter un dictionnaire n'apporte pas de réponse suffisante. En effet, selon le LAROUSSE et le ROBERT, la géopolitique est l'étude des rapports entre les données naturelles (relief, climat,...) et la politique des Etats. Force est de constater que cette définition laconique n'apporte pas de précisions sur la nature des liens qui relient la géographie d'un Etat à sa politique. La signification précise du terme géopolitique doit donc être recherchée au travers d'un

examen, mené au fil du temps, des diverses définitions qu'en donnent les politologues dans leurs ouvrages.

Dans les années 60, le mot de géopolitique étant encore tabou, certains auteurs tentent de la définir en prenant la précaution de lui ôter ses oripeaux nationalistes. Ce faisant, laconisme et confusion deviennent les maîtres-mots. Ainsi, Ladis Kristof, professeur à l'université de Columbia, rejette le déterminisme de la Geopolitik et écrit en 1960 que les géopolitologues modernes ne doivent pas lire les cartes pour y découvrir ce que la nature impose à l'humanité mais seulement ce vers quoi elle l'oriente. Selon lui, " la géopolitique serait ce que signifie l'étymologie du mot (...) la politique interprétée géographiquement ou analysée en tenant compte de son contenu géographique. Etant une science intermédiaire, elle n'a pas de domaine d'étude spécifique, mais relève des interactions de la géographie et de la science politique ".

En 1963, Paul Cohen, spécialiste de géopolitique, en donne une définition confuse : " L'essence de l'analyse géopolitique est d'étudier la relation qui existe entre la politique internationale de puissance et les caractéristiques correspondantes de la géographie. Cette forme d'étude apparaît sous deux aspects, d'une part la description (et l'interprétation) de l'environnement géographique tel qu'il se présente vis-à-vis de la politique de puissance et, d'autre part, la disposition des structures spatiales sur lesquelles se développent les sources de la puissance les unes sur les autres ".

Dans la même ligne, " Relation entre une pratique d'une politique de puissance et le milieu géographique " (Desmond Ball, 1963), "Application des connaissances géographiques aux affaires mondiales " (William Fox, colloque OTAN, 1963), " Simple application des connaissances et des techniques de la géographie politique à la conduite des relations internationales " (Richard Hartsborne, 1964) et " Représentation cartographique des relations entre les principales nations qui s'opposent " (Robert Harkavy, 1982) sont autant de définitions données de la géopolitique qui n'éclairent guère le lecteur. Il faut attendre 1990 pour trouver une définition relativement précise de la géopolitique nouvelle.

Le Général Gallois, dans son ouvrage intitulé " Géopolitique : les voies de la puissance " (1990), définit la géopolitique comme " l'étude des relations existant entre la conduite d'une politique de puissance portée sur le plan international et le cadre géographique dans lequel elle

s'exerce ". Ainsi, il limite son champ d'étude à la politique de puissance, menée par les seuls Etats.

Pour Michel Foucher, Directeur de l'Observatoire européen de géopolitique, l'histoire a une certaine suprématie sur la géographie à condition que la première se rende compte qu'elle est parfois bornée par les données de la seconde. Sa définition de la géopolitique est, dans son livre " Fronts et frontières " (1991), la suivante : " une méthode d'analyse géographique de situations sociopolitiques concrètes envisagées en tant qu'elles sont localisées, et des représentations habituelles qui les décrivent ". La complexité et le manque de précision des termes employés laisse entendre que cette dernière s'applique aux situations de toute taille (elles doivent simplement être localisées) et de toute sorte (elles sont juste " sociopolitiques "). Le champ géopolitique se trouve ainsi élargi aux entités politiques internes et aux espaces territoriaux réduits (régions, municipalités,...).

Partant de sa célèbre formule : " La géographie, ça sert à faire la guerre ", Yves Lacoste, fondateur en 1976 de la revue " Hérodote ", principal rédacteur du " Dictionnaire de la géopolitique " (1993) et considéré comme le premier restaurateur de la géopolitique, évolua de la géographie vers la géopolitique. Rejoignant en cela Michel Foucher, la géopolitique se décline pour lui tant en termes d'espace que de groupe d'opinion de toutes tailles et ceci sans omettre le " poids de l'Histoire ". Mais, il limite le terrain de la géopolitique aux seuls conflits liés à des revendications territoriales, les phénomènes géopolitiques ayant trait, pour lui, à des problèmes pouvoirs-territoires et des représentations qui s'opposent de façon plus ou moins antagoniste. C'est pourquoi ses travaux ont essentiellement porté sur deux facteurs principaux de la scène géopolitique : les problèmes nationaux et ceux des minorités. " Là où il y a affrontement sous forme de contestation territoriale, là est la géopolitique " écrit-il.

Dans ses " Méthodes de la géopolitique " (1996), François Thual, Directeur adjoint de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) et disciple d'Yves Lacoste, écrit que l'objet de la géopolitique est d'" apporter un simple éclairage sur les situations diplomatiques, les configurations militaires et sur tous les facteurs qui concourent aux relations internationales. Sans être l'histoire des relations internationales, ni l'histoire militaire, elle repère et prend en

compte les constantes de l'histoire ou des histoires, de la géographie ou des géographies. Elles n'est pas une philosophie politique, encore moins une vision politique. ".

Dans son édition de 1997, l'Encyclopædia Britannica donne de la géopolitique une définition conforme à la pensée d'Yves Lacoste. Cette discipline y est, en effet, décrite comme une démarche intellectuelle qui privilégie les configurations spatiales et géographiques des différents types de phénomène qui relèvent de la catégorie politique. Elle prend en compte les rivalités de pouvoirs dans la mesure où celles-ci portent sur des territoires, le contrôle ou la possession d'un territoire étant le moyen d'exercer une autorité ou une influence sur les hommes et les ressources qui s'y trouvent. Son champ s'étend des rivalités entre Etats à propos d'espaces plus ou moins étendus à celles de forces politiques à une échelle réduite (ville). Elle emprunte l'essentiel de ses arguments à la géographie mais également à l'histoire (droits historiques des Etats sur un territoire) et se fonde sur des cartes qui présentent tous les aspects de la géographie (climat, relief, phénomènes humains, frontières,...).

Force est donc de constater que la difficulté de définir la géopolitique est réelle. Ses contours varient selon les auteurs qui semblent adapter le champ d'étude de cette discipline à celui de leurs écrits. Afin de tenir compte des divers courants, nous retiendrons simplement que l'analyse géopolitique a trait aux rivalités territoriales entre entités sociales, principalement les Etats, ainsi qu'à la politique de puissance de ces derniers replacée dans son cadre géographique. L'évolution de cette discipline l'a-t-elle mise en phase avec son époque? La réponse à cette question passe par l'analyse des caractéristiques du monde actuel.

### III.- LE MONDE ACTUEL.

Trois évolutions majeures, en termes d'intérêt géopolitique, ressortent de l'étude du monde actuel : un déterminisme géographique diminué, des frontières plus ou moins stables à l'intérieur desquelles se manifestent des mouvements identitaires et une réduction de la puissance des Etats.

## A.- Un déterminisme géographique diminué.

Le déterminisme géographique et la prédestination qui résultaient d'une position particulière sur le globe terrestre sont très atténués par l'évolution du rapport homme/nature et le développement technologique. Tout d'abord, il y a inversion du rapport homme/nature. " La nature, le milieu modifient moins le comportement de l'humanité qu'ils ne sont modifiés par elle " écrit Pierre Gallois. L'humanité s'est en effet libérée de l'emprise d'un environnement qu'elle a transformé continûment. Raymond Aron précisait en 1962 dans " Paix et guerre entre les Nations " que " Le milieu, tel qu'il est historiquement constitué des ressources physiques et des moyens techniques fixe les bornes que le volume des sociétés ne saurait dépasser. Encore aujourd'hui, en dépit de la croissante autonomie que notre espèce est en voie d'acquérir par rapport au milieu physique, la répartition des masses humaines apparaît non strictement déterminée mais influencée par les conditions climatiques (...) pour n'être pas isolable et pour n'être jamais, à elle seule, déterminante, l'action du milieu géographique s'exerce continûment, sans qu'on puisse en marquer les limites. L'analyse précédente, valable pour la géographie politique, s'applique à fortiori aux explications de la politique étrangère par le milieu ". Le déterminisme géographique absolu semble donc appartenir au passé, d'autant que certaines réalisations technologiques ont modifié la perception des distances.

La conjugaison de la puissance de l'arme nucléaire et de la portée des missiles balistiques ont, en effet, aboli la notion de distance d'invulnérabilité. De même, en matière d'échanges (économiques, culturels, médiatiques,...), l'instantanéité des communications et le développement de l'aviation ont considérablement contracté les distances et rendu relatif le positionnement des Etats. En termes de politique intérieure, le progrès technologique peut également jouer un grand rôle. A titre d'illustration, si le projet d'avion commercial hypersonique voit le jour, Nouméa sera à 2 heures de vol de Paris rendant alors caduque l'argument invoqué par certains partisans de l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie, à savoir l'éloignement par rapport au pouvoir politique central.

En termes de politique internationale, la montée en puissance des flux transnationaux, fait écrire à Bertrand Badie, professeur à l'Institut d'études politiques, dans " La Fin des territoires " (1995), que, désormais, "il n'est nul besoin d'être physiquement présent sur des

territoires fictivement indépendants dès lors qu'on est en mesure d'inspirer la culture, les institutions et le jeu économique de ceux qui y vivent comme de ceux qui ont l'illusion d'y exercer le pouvoir". A la pesanteur territoriale associée aux frontières naturelles se substitue ainsi la notion de sphère d'influence.

D'autres attributs " géographiques " de la puissance d'un Etat évoluent également sous l'effet du progrès technologique. Les ressources naturelles en fournissent un exemple. Qui pouvait prévoir, il y a seulement trois décennies, l'importance capitale que prendrait la possession de gisements de pétrole ou d'uranium? A l'inverse, le progrès technologique a montré ses limites dans le domaine de l'alimentation prouvant ainsi la justesse des théories de Malthus. Réduites à l'échelle d'un Etat, ces théories montrent que l'effectif de la population de celui-ci ne doit plus être considéré comme facteur de puissance qu'au travers des capacités à l'alimenter. Le

déterminisme géographique a donc perdu de sa pertinence. La phrase de Napoléon : " La politique d'un Etat est dans sa géographie " semble appartenir au passé. L'apparente fixité des frontières pourrait laisser à penser qu'il en est de même pour les revendications territoriales.

B.- Des mouvements identitaires dans des frontières plus ou moins stables.

S'agissant des frontières, les souverainetés, maintenant établies sur la quasi-totalité des terres, semblent difficilement aliénables. En effet, de 1648 à 1914, plus de 50 % des confrontations recensées avaient pour objet une revendication territoriale. De 1945 à 1989, seulement 24 % des conflits entraient dans cette catégorie alors que le nombre d'Etats passait d'une soixantaine à plus de 180. Certains y voient l'impact de l'ONU. En effet, les Etats, d'autant plus intransigeants sur le respect de leur souveraineté qu'ils sont de construction récente, se sont associés dans des organisations internationales, dont l'ONU, qui leur attribuent les mêmes droits en vertu des principes du droit international. L'établissement d'un nouvel ordre mondial sous l'égide de l'ONU, synonyme d'entente générale entre les Etats, semble possible. La guerre du Golfe est même perçue par certains comme la première manifestation de cet ordre dans la mesure où l'Etat irakien fut puni de son agression contre le Koweït sur décision du Conseil de sécurité des

Nations Unies avec l'approbation de la quasi-totalité des Etats du globe. Cette vision optimiste doit cependant être nuancée car les rivalités territoriales, limitées mais existantes entre quelques Etats, semblent s'être déplacées à l'intérieur des frontières.

La représentation d'un monde dans lequel coexistent des zones de stabilité et d'instabilité territoriales est donnée par Michel Foucher. Il découpe le monde en deux types d'espaces politiques : " celui des sociétés closes, où l'interaction entre les Etats s'établit sur un mode strictement binaire, fondé sur le jeu à somme nulle des rivalités territoriales et des ambitions contradictoires opposant des nations et des empires ; celui des sociétés ouvertes, cherchant à promouvoir des intérêts nationaux dont la durabilité repose sur la conciliation avec ceux des Etats partenaires ". L'Europe fournit une bonne illustration du télescopage de ces deux types de sociétés. En effet, alors qu'un certain nombre de nations européennes ambitionne, au travers de regroupements régionaux, de parvenir à l'unité politique (commerciale, dans un premier temps) et, donc, à la suppression progressive de leurs frontières, d'autres se sont scindés en douceur (Tchécoslovaquie) ou dans la violence (Yougoslavie). D'un côté, les exigences de sécurité sont devenues secondaires en regard des impératifs de compétition scientifique, technique, industrielle et commerciale et, de l'autre, les motivations identitaires ont pris le pas sur les autres considérations.

Dans son ouvrage " Les conflits identitaires " (1995), François Thual évoque le " cauchemar géopolitique du XXIème siècle " que sont les revendications identitaires. S'appuyant sur les exemples de l'Ex-Yougoslavie et du Rwanda, il estime que la territorialisation, à l'origine "principe d'ordre", est devenue source de désordres, activant les revendications identitaires. Il constate que les conflits ne se sont pas apaisés et que des exaltations nationalistes et identitaires (ethnique ou religieuse) se sont à présent greffées sur des contestations territoriales classiques. Evoquant les conflits du Kosovo, de la Transylvanie et du Haut-Karabagh, les Tamouls du Sri Lanka et les guérilleros zapatistes du Chiapas, il étend la problématique aux Etats qui s'estiment à l'abri de tels problèmes. Il évoque ainsi le micro-nationalisme des Lombards en Italie, des Flamands en Belgique ou des Corses en France. Il estime ce phénomène suffisamment vivace pour écrire qu'"aucune société, qu'elle soit développée économiquement ou qu'elle soit démocratique, n'est à l'abri d'un retour de flamme de l'ethnicisme". Selon cet auteur, il suffit que soient réunis des difficultés économiques et sociales, un problème d'hétérogénéité interne ou externe et une crise de confiance dans l'Etat

pour que surgisse la revendication identitaire. Cette crise de confiance dans l'Etat peut, en partie, trouver son origine dans la réduction de la marge de manoeuvre de ce dernier.

### C.- Des limites aux pouvoirs des Etats.

La puissance d'un Etat peut se traduire par sa possibilité à prendre seul ses décisions. Or, force est de constater que, dans certains domaines, les Etats ne disposent pas d'une autonomie décisionnelle soit parce qu'ils ne peuvent agir seul efficacement, soit parce que leur marge de manoeuvre est réduite ou soit parce qu'ils sont pratiquement impuissants.

L'humanité, libérée de l'emprise d'un environnement qu'elle a transformé continûment doit maintenant s'efforcer de préserver ce dernier. La gestion, parfois même, selon l'ampleur des dégâts, la sauvegarde du milieu deviennent les problèmes les plus importants que l'humanité doit résoudre. Or, force est de constater que, d'une part, ces derniers dépassent l'échelle d'un territoire (Tchernobyl, effet de serre,...) et, d'autre part, l'Etat-Nation, sur lequel repose plusieurs approches de la géopolitique, n'est pas en mesure d'y faire face seul. L'épuisement des ressources naturelles, la pollution, la situation du quart-Monde sont des facteurs nouveaux à intégrer dans la géopolitique qui obligent à penser l'avenir en terme d'action collective. Mais, l'Etat peut également avoir à composer avec sa propre population.

La mondialisation de l'information, favorisée par le développement des outils médiatiques, offre au citoyen la connaissance de l'actualité mondiale. Les médias et les opinions publiques surinformées constituent alors un facteur capable d'influencer de façon décisive la pratique d'une politique de puissance et même, plus couramment, de l'exercice du pouvoir. Ce phénomène, s'il n'est pas nouveau dans les démocraties, se manifeste chaque jour avec plus d'acuité et se traduit par une véritable implication des opinions publiques dans les affaires des Etats. Ces derniers perdent alors une partie de leur autonomie décisionnelle, perte que l'on constate également au niveau de leurs politiques économiques.

Dans ce domaine, les décisions sont du seul ressort des Etats qui semblent ainsi dicter les règles du jeu. La prédominance actuelle de la

diplomatie économique qui transforme les voyages officiels en " ambassades commerciales " en est une illustration. Mais, les règles du jeu précitées doivent composer avec une interdépendance grandissante entre les politiques économique, sociale et monétaire des gouvernements. De plus, ces derniers sont également tributaires des réactions des autres acteurs que sont les grandes places financières qui jugent et sanctionnent leurs politiques économiques. En dépit de l'impact des flux financiers sur leur économie, ils ne peuvent les contrôler ce qui entraîne une " déterritorialisation " du pouvoir au profit des grandes firmes multinationales et des groupes financiers. En résumé, la planète est devenue relationnelle. Si les politiques économiques restent du ressort des seuls Etats, leur interdépendance et les attitudes des autres acteurs économiques constituent autant de facteurs limitatifs de l'autonomie étatique. Ces limites apparaissent encore plus clairement lorsque l'on analyse la faiblesse du pouvoir étatique à lutter contre les nouvelles menaces.

Il n'est pas rare de lire des ouvrages et articles ayant pour thème " la géopolitique de la drogue ". Les nouvelles menaces (drogue, maffias, terrorisme) modifient le paysage politique en y introduisant " de nouveaux acteurs ". A ce propos, Jean-Christophe Rufin introduit dans son livre " L'empire et les nouveaux barbares " le concept des " zones grises ". Ces zones sont des espaces qui échappent au contrôle des Etats et dans lesquels se développent des économies criminelles ou mafieuses, sur fond de trafic de drogue et de retour à la barbarie. Le monde apparaît alors composé de " zones de civilisation " contrôlées par les Etats et de " zones de réensauvagement " dans lesquelles tout est permis.

Ainsi, les Etats ont à faire face à une réduction de leur capacité d'intervention et l'émergence d'autres acteurs économiques et politiques. Si l'on ajoute à ceci la diminution du déterminisme géographique et la modification de la nature des conflits, le champ d'action traditionnel de la géopolitique se trouve profondément réduit. Quel peut donc être l'avenir de la géopolitique?

#### IV.- L'AVENIR DE LA GEOPOLITIQUE ACTUELLE.

Il passe par la réponse aux deux questions suivantes : cette discipline est-elle utile? Quelle doit être sa place dans l'analyse des comportements politiques mondiaux?

A.- Savoir, science ou méthode?

Tel le médecin face aux symptômes d'un malade, le géopolitologue doit, à partir de faits concrets (opérations militaires, pactes diplomatiques, déclarations,...), remonter en amont pour comprendre comment on en est arrivé là et démystifier les apparences (discours officiels) pour identifier les intentions réelles. Mais le médecin guérit alors que le géopolitologue se borne à constater et expliquer. Ne devrait-il pas chercher à augmenter l'intérêt de sa discipline en la dotant d'un déterminisme fort et d'une capacité prospective? Ou, de façon simplifiée, la géopolitique doit-elle être un savoir, une science ou se présenter comme une méthode d'analyse?

Cantonner la géopolitique au rang de savoir ne satisfait pas ses théoriciens. François Thual estime que " cela reviendrait à la réduire à un assemblage de recettes, trucs ou savoir-faire intellectuels basés sur l'expérience. Cette approche ne semble guère satisfaisante car la géopolitique doit se situer dans le domaine des sciences humaines, sciences imprécises ". La tentation est donc forte parmi les géopolitologues de donner plus de poids à leur discipline en en faisant une science. Objectivité et déterminisme constituent les difficultés majeures d'une telle entreprise.

En premier lieu, la faiblesse épistémologique des diverses significations et, par suite, des domaines d'étude de la géopolitique constitue un sérieux handicap pour que cette dernière puisse bénéficier du statut de science. En effet, chaque géopolitologue peut aisément tout expliquer et justifier sa propre interprétation des faits en choisissant le champ d'étude qui lui fournit les arguments abondant dans son sens. A titre d'exemple, on peut justifier le rattachement de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni d'un point de vue linguistique et le contraire en s'attachant à des considérations religieuses. Les cartes, instruments indispensables à la géopolitique ne sont en effet pas des photos mais transcrivent des interprétations des faits. La géopolitique doit donc d'abord résoudre ses propres contradictions c'est à dire prendre en

compte les contradictions entre les représentations géopolitiques rivales pour se dégager de la propagande et avoir une vision plus objective.

Conscient de cette problématique, Yves Lacoste a développé la notion de représentation comme l'ensemble des idées et des perceptions collectives d'ordre politique, religieux ou autre qui anime chaque groupe social et structure sa vision du monde. Il s'efforce ainsi de mettre en évidence les rapports de force, de rechercher les intentions collectives, plus ou moins conscientes, avouées ou avouables contenues dans les comportements politiques et de dégager les motivations de comportements agressifs ou défensifs. Ce faisant, il se veut exhaustif voire déterministe mais se heurte à la complexité des données qui concourent à la " formation " des situations internationales.

Tournée vers l'explication du passé ou du présent, la géopolitique peut, selon François Thual, tout expliquer : " il n'y a pas de mystère réfractaire à la raison tant en géopolitique intérieure qu'en politique extérieure ; tout obéit à une logique, tout est rationalité, même si cette rationalité peut paraître parfois irrationnelle ". On pourrait alors se demander quelles données géographiques permettent d'expliquer que Cuba demeure un bastion communiste alors que l'île voisine d'Haïti ne l'est pas... La géopolitique peut-elle véritablement tout expliquer? On lit très souvent des analyses géopolitiques qui consistent en des descriptions de données géographiques et de situations politiques sans que le lien entre elles soit clairement établi. Si l'analyse a posteriori pose déjà des difficultés et tient parfois plus du descriptif que de l'explicatif, la prospective semble encore plus délicate de l'aveu même des géopolitologues.

A ce propos, Michel Foucher estime que " Il n'y a pas de loi en géopolitique, ni de scénario inéluctable déterminé par la nature ou la position ". Il est rejoint en cela par Alexandre Adler qui, lors de l'une de ses conférences, a prononcé ces mots : " Météorologie n'est pas climatologie ". La première est, en effet, fiable dans la description du passé ou du présent, la seconde se montre parfois hasardeuse même en ce qui concerne l'avenir immédiat. Le nombre de paramètres entrant dans l'analyse géopolitique interdit la production de lois générales. Pourtant, certains théoriciens s'y essaient.

Dans son ouvrage " Géopolitique : les voies de la puissance ", Pierre Gallois intitule l'un de ses chapitres " Essai de géopolitique prospective " dans lequel il borne l'aspect prédictif à 10 ou 15 ans. Yves Lacoste considère que la géopolitique est un outil politique de maîtrise et d'appropriation dudit espace, au service des politiques, des princes, des dictateurs, comme des démocraties, des militaires et des populations elles-mêmes. Mais, l'un comme l'autre se heurtent aux fantômes du passé.

Pour Claude Raffestin, géographe de Genève, dans son dernier livre " Géopolitique et histoire ", les fantômes noirs de la géopolitique (philosophie de l'espace vital (le Lebensraum), aristocratie des grandes puissances, sélection naturelle entre les nations, le sang comme vecteur de renouveau, la géopolitique comme appel aux armes) n'ont pas disparu de la nouvelle géopolitique. Pour cet auteur, un "fil d'Ariane [conduit] de la première géopolitique de Kjellen et surtout de la Geopolitik de Haushofer aux postgéopolitiques actuelles. En 1991, l'omniprésence de la problématique nationale, dans les propos de Lacoste, prend plus de corps et se rapproche sensiblement d'une problématique nationaliste pure, malgré le fait que, de prime abord, il s'agisse d'un "soft-nationalisme" soft comme bien des nouveaux produits idéologiques que la tradition nous sert habillés de neuf."

Sans entrer dans cette polémique, on retiendra que la géopolitique ne doit plus chercher le secret de la puissance absolue et tomber dans la prospective car elle ne saurait se livrer à des projections lointaines sur l'avenir de telle ou telle région. Elle doit rester dans le cadre des sciences humaines, nécessairement imprécises et se borner à expliquer le comportement des groupes humains et principalement des Etats. Ni science, ni simple savoir, comment caractériser la géopolitique?

François Thuau tourne la difficulté en parlant de technique d'investigation et de lecture des faits. L'horizon méthodologique de la géopolitique se limite, selon lui à apporter, lors de chaque guerre, conflit, crise, tension, négociation, des réponses aux questions suivantes : qui veut quoi? Avec qui? Comment? Pourquoi? Afin d'y parvenir, il suggère l'application d'une méthode d'analyse menée en trois temps.

La première démarche consiste à repérer les phénomènes internationaux comme les expressions d'intentions, puis à rechercher les finalités réelles des comportements (issus de la

volonté de réaliser une ambition ou visant à contrer une menace) des divers acteurs avant de hiérarchiser les priorités qu'un pays s'est fixé. En effet, si les facteurs de causalité sont souvent les mêmes (politiques, économiques, militaires, religieux, idéologiques,...), leur hiérarchisation est variable d'une situation à l'autre.

Le deuxième temps de l'analyse géopolitique consiste à inscrire, lorsque cela est possible, les comportements et les intentions dans une analyse de longue durée. Afin d'ouvrir un espace de compréhension des phénomènes, il faut mettre en évidence des continuités dans les ambitions et les menaces des Etats et ce sur plusieurs décennies, voire plusieurs siècles.

La troisième étape de l'analyse géopolitique a pour but de transcrire concrètement le résultat des analyses précédentes : c'est celle de l'inscription spatiale des comportements et des motivations des motivations des Etats (contrôle d'une portion d'espace).

La géopolitique apparaît donc plus qu'un simple savoir sans toutefois prétendre au rang de science. On notera, à ce sujet, l'abus de langage de ses théoriciens qui se qualifient de géopolitologues. Cette appellation est néanmoins celle utilisée ici car elle est la plus fréquemment employée. Considérer la géopolitique comme une méthode permettant de discerner la réalité des désirs et appréhensions des Etats par delà les apparences et les discours politiques ou diplomatiques semble être la solution de compromis. Ne pouvant, ni ne devant édicter des règles et décider de l'avenir, elle apporte une lecture de la scène internationale moins axée sur le sensationnel que celle offerte à tous par les médias. En définitive, le but des géopolitologues est de responsabiliser décideurs et citoyens par la connaissance en apportant les éléments de compréhension nécessaires pour ne pas subir mais aussi pour essayer de prévoir. A ce titre, elle est utile sous réserve d'intégrer toutes les caractéristiques du monde actuel et de ne pas prétendre être la seule discipline apte à analyser tous les comportements politiques mondiaux.

B.- Place de la géopolitique dans l'analyse des comportements politiques mondiaux?

La réponse à cette question passe par l'étude de l'actualité de la géopolitique puis par celle d'une extension de son domaine d'étude. Si l'on considère, comme Yves Lacoste, que la géopolitique traite des rivalités de pouvoir quant à des territoires, la grande stabilité des frontières évoquée précédemment semble réduire quelque peu son actualité. L'Etat est issu d'une géohistoire c'est à dire d'une évolution des rapports de forces politiques sur des temps relativement longs. Ce processus semble terminé pour les " sociétés ouvertes " de Michel Foucher mais reste d'actualité pour les " sociétés closes ". Tel est le cas, notamment d'Israël et du peuple palestinien, dont les rivalités portent bien sur des territoires, notamment sur leur principale richesse que sont les points d'eau.

Mais, si les conflits entre Etats tendent à diminuer, la multiplication des conflits identitaires offre un immense champ d'investigation. Dans ce domaine, les revendications d'ordre ethnique, religieux ou culturel apparaissent comme les principaux acteurs géopolitiques actuels. Les conflits en Ex-Yougoslavie, au Rwanda ou en Algérie en sont quelques illustrations. On se rappellera également les propos de François Thual qui estime qu'aucune société, même ouverte, n'est à l'abri d'un retour de flamme de l'ethnicisme. En étendant son domaine d'étude des Etats aux groupes sociaux de taille inférieure, la géopolitique d'Yves Lacoste garde ainsi une grande actualité pour l'analyse des revendications territoriales entre sociétés closes ainsi qu'entre minorités (micro-géopolitique) dans les sociétés ouvertes pour lesquelles pourtant les rivalités territoriales appartiennent au passé.

Inversement, si l'on considère maintenant la géopolitique de Pierre Gallois, " l'étude des relations existant entre la conduite d'une politique de puissance portée sur le plan international et le cadre géographique dans lequel elle s'exerce ", force est de constater qu'elle ne prend pas en compte les problèmes identitaires. Accordant son attention aux Etats, les limites des pouvoirs de ces derniers apparaissent comme autant de limites à cette approche de la géopolitique. De plus, la réduction du déterminisme géographique et la mondialisation des flux permise par le progrès technologique étend le " cadre géographique " à celui de la planète et réduit de ce fait l'intérêt de la géographie locale. Toutefois, l'analyse de la volonté de puissance des Etats conserve une certaine pertinence car la politique menée par ces derniers est la traduction de cette volonté. En remplaçant les termes de " cadre

géographique " par ceux de sphères d'influence, la géopolitique de Pierre Gallois gagnerait en précision et en actualité.

En revanche, quelle que soit la définition choisie, la géopolitique se trouve ainsi bien dépourvue dès lors que l'on aborde l'économie ou les nouvelles menaces. Dans le premier cas, la prise en compte de la réduction de la marge de manoeuvre des Etats par d'autres pouvoirs ne trouve pas de place. Dans le second, la difficulté d'identifier ces nouveaux acteurs que sont les mafias et les organisations terroristes ne permet pas de répondre à cette question fondamentale de l'analyse géopolitique : qui fait quoi? On constate donc que la géopolitique conserve, dans certains domaines, une actualité suffisante pour justifier de son existence mais que, dans ses définitions actuelles, elle ne peut analyser tous les phénomènes mondiaux qui pourtant influent sur les politiques des Etats. Résoudre cette carence revient à répondre à la question suivante : la géopolitique doit-elle augmenter son champ d'application ou se recentrer dans son domaine de compétence et laisser place à des disciplines complémentaires?

Ainsi que cela a été dit, il n'est pas rare de trouver des ouvrages sur la géopolitique de la drogue ou sur celle des mafias. Cela constitue un pas que les géopolitologues ne doivent pas franchir. En effet, il n'y a dans ces cas, ni rivalité territoriale, ni acteur identifié, ni volonté de puissance d'un Etat. Vouloir tout expliquer sous le vocable de géopolitique amène à faire de cette discipline un véritable fourre-tout dans lequel l'explicatif n'a qu'une faible place au regard du descriptif. De plus, le rattachement d'un événement à la géographie n'apparaît généralement résider que dans le simple fait qu'il se déroule quelque part à la surface du globe. Les liens de causalité entre politique et géographie étant déjà parfois difficilement perceptibles dans la géopolitique classique, leur création artificielle ne pourrait que nuire au crédit de la géopolitique. Quitte à perdre une certaine actualité, elle ne doit chercher à être la discipline unique d'analyse des comportements politiques en étendant démesurément son champ d'étude. Elle doit au contraire se restreindre à son domaine de compétence initial, à savoir l'étude géohistorique des politiques de groupes sociaux identifiés issues d'une volonté de puissance ou de revendications territoriales.

Dans ce domaine de compétence, outre le refus de la prospective, elle doit également faire face à un problème d'éthique. A vouloir tout expliquer, elle peut, en effet, être amenée à théoriser l'inacceptable et donc à justifier l'injustifiable. Certes, comme l'a écrit Clausewitz, " les Etats sont des monstres froids " mais il est des limites qui ne doivent pas être franchies sous peine de voir ressurgir les fantômes du passé et

de diaboliser de nouveau la géopolitique. Cependant, cette notion d'éthique pourrait difficilement figurer pas dans le domaine géopolitique sous peine d'augmenter la subjectivité de ses analyses. Ceci nous amène à la complémentarité des branches des sciences humaines, les sciences morales en l'occurrence. Cela transparaît nettement dans la première partie de " L'état du monde 1997 " intitulée "Un monde en mutation", on trouve diverses réflexions sur des thèmes non seulement géopolitiques et économiques, mais aussi sociaux, culturels ou encore éthiques.

Ainsi, l'étude des problèmes liés aux nouvelles menaces pourrait, de par la faiblesse des Etats à lutter contre celles-ci, fort bien être laissée à une discipline de la branche des sciences sociales ou culturelles. De même, les aspects liés à la mondialisation des flux financiers pourrait relever des sciences économiques sans rechercher un rattachement systématique à la géographie. Pour être plus concret et revenir aux acteurs principaux de la géopolitique que sont les Etats, il s'avère intéressant d'aborder le domaine de la politique économique et d'évoquer la géoéconomie comme illustration d'une discipline complémentaire indispensable à la géopolitique pour analyser le comportement des gouvernants.

En effet, toutes les nations ne vivant pas à la même heure politique (sociétés ouvertes et closes), l'outil géopolitique ne peut suffire à décrire la complexité du monde. La géoéconomie est un complément qui apporte une nouvelle lecture fondée sur le primat de l'économie. En dépit de l'absence de contrôles étatiques des flux financiers et monétaires, les Etats n'en gardent pas moins un rôle central et sont les acteurs majeurs de la croissance. Pour Edward Luttwak, spécialiste de géopolitique classique et inventeur de la géoéconomie, " les capitaux investis ou drainés par l'Etat sont l'équivalent de la puissance de feu ; les subventions au développement des produits correspondent aux progrès de l'armement ; la pénétration des marchés avec l'aide de l'Etat remplace les bases et les garnisons militaires déployées à l'étranger ainsi que l'influence diplomatique ". Il aurait pu ajouter que les victimes s'appellent les chômeurs ou encore les " laissés pour compte ".

Ainsi, le soutien financier accordé à ses entreprises de pointes ou la conquête de marchés à l'aide de la diplomatie économique sont

devenus des instruments de pouvoir d'un Etat. La géoéconomie est ainsi la transposition de la logique conflictuelle entre Etats au domaine commercial. Ceci explique les tensions entre les Etats-Unis et le Japon ou l'Europe alors que, paradoxalement, ces nations ont évacué toute velléité de guerre entre elles. Pour Bertrand Badie "Clientélisation et importation se substituent ainsi à occupation et colonisation. La recette est moins coûteuse; elle est aussi moins risquée ". De par sa spécificité, la géoéconomie ne doit pas être considérée comme un aspect particulier de la géopolitique mais comme un prolongement de celle-ci, ce qui implique une séparation de ces disciplines.

## V.- CONCLUSION.

Exhumé des pages les plus sombres de l'histoire contemporaine, le mot géopolitique est maintenant d'un usage courant. Comme l'est le mot stratégie, il est souvent galvaudé et les grandes décisions comme les modestes démarches des gouvernements, voire des entreprises industrielles et commerciales, passent parfois pour ressortir de la géopolitique.

Beaucoup de géopolitologues cèdent, en effet, à la tentation d'en faire la discipline universelle d'étude des relations internationales en étendant démesurément son champ d'étude ou en tentant d'en faire une science capable de prospective. Sauf à vouloir porter atteinte à sa propre crédibilité, l'étude géopolitique doit rester bornée à l'analyse géohistorique des comportements des groupes sociaux et notamment des Etats pour ce qui concerne les rivalités territoriales et leur volonté de puissance. Elle doit également s'attacher à bien mettre en lumière les liens de causalité unissant géographie, histoire et politique.

Il convient donc de relativiser l'idée développée par Marie-Françoise Durand et Jacques Lévy, selon laquelle " le monde se dégéopolitise car la généralisation du développement économique de type capitaliste tend à faire disparaître les tensions purement géopolitiques ". En réalité, la complexité du monde actuel, composé de sociétés closes et

ouvertes, fait qu'une seule discipline ne peut prendre en compte tous les paramètres et, ainsi, tout expliquer. La géopolitique classique n'est donc pas condamnée l'obsolescence mais doit constater sa perte de prééminence et accepter de partager le devant de la scène avec d'autres disciplines, notamment avec la géoéconomie vers laquelle tous les regards des sociétés dites développées sont tournés. Mais, qui peut savoir si la boucle ne sera pas un jour bouclée, la géoéconomie amenant un problème typiquement géopolitique parmi les plus importants du siècle prochain, à savoir celui des flux migratoires des " laissés pour compte " ?

## BIBLIOGRAPHIE

Atlas stratégique - Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau - 1988

Géopolitique : les voies de la puissance - Pierre GALLOIS - 1990

Tout empire périra - Jean-Baptiste Duroselle - 1992

Dictionnaire de la géopolitique - Yves Lacoste - 1993

Les mutations de l'ordre mondial - Alfredo G. A. Valladao - 1994

Les conflits identitaires - François Thual -  
1995

Géopolitique - Bernard GUETTA - 1995

Méthodes de la géopolitique - François Thual - 1996

Dictionnaire géopolitique des Etats - Yves Lacoste - 1997

L'état du monde 1997

Divers articles extraits du quotidien " Le Monde "